**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES**

91bis rue du Cherche-Midi -75006-Paris

N° 086-2023 Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes c. M. Y.

Audience publique du 13 novembre 2024

Décision rendue publique par affichage le 10 janvier 2025

La chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes,

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

Mme X. a porté plainte contre M. Y., masseur-kinésithérapeute, devant le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Paris, qui l'a transmise, sans s'y associer, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Ile-de-France.

Par une décision n° 20/041 du 12 octobre 2023, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Ile-de-France a rejeté la plainte de Mme X.

Procédure devant la chambre disciplinaire nationale :

Par une requête enregistrée le 15 novembre 2023 au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes demande à cette juridiction :

1°) d'annuler la décision de la chambre disciplinaire de première instance d'Ile-de-France du 12 octobre 2023 ;

2°) de prononcer à l'encontre de M. Y. une sanction disciplinaire en adéquation avec la gravité des faits et la multiplicité des manquements déontologiques qui lui sont reprochés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de justice administrative ;
- Le code de la santé publique ;
- La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, notamment le I de son article 75.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience,

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 13 novembre 2024 :

- Mme Véronique Jousse en son rapport ;
- Les observations de Me Jérôme Cayol pour le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ;
- Les explications de Mme X. ;
- Les observations de Me Cédric Poisvert pour M. Y. ;
- Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Paris, dûment averti, n'étant ni présent, ni représenté ;

Me Poisvert ayant été invité à prendre la parole en dernier ;

Après en avoir délibéré,

Considérant ce qui suit :

1. Il résulte de l'instruction que M. Y., masseur-kinésithérapeute exerçant son activité au sein (...), situé dans le (...) arrondissement de Paris, y a pris en charge Mme X., à compter du mois de septembre 2013, après qu'elle a été victime, lors d'une agression, d'une chute entraînant une fracture au poignet droit, de fortes douleurs au dos, et plusieurs séquelles, notamment des céphalées, vertiges, cervicalgie, raideur du poignet et une neuro-algodystrophie post-traumatique. Le 7 mai 2018, lors d'une séance de soins, Mme X. a enregistré, à son insu, les propos de M. Y., qui révèlent, selon elle, des gestes déplacés, des intentions à caractère sexuel, des présupposés racistes, des soins inappropriés et des faits de violence à son encontre. Ces faits allégués ont donné lieu à une plainte de Mme X. devant le tribunal judiciaire de Paris. Sur le fondement des mêmes faits allégués, Mme X. a saisi, le 1^{er} juillet 2020, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Paris, qui, après l'échec de la conciliation prévue par l'article L. 4123-2 du code de la santé publique, a transmis la plainte de l'intéressée, sans s'y associer, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Ile-de-France. Le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes conteste la décision du 12 octobre 2023, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance a rejeté la plainte de Mme X.

Sur la recevabilité de la requête :

2. En premier lieu, aux termes de l'article R. 4126-44 du Code de la santé publique, rendu applicable aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article R. 4323-3 du même code, le délai d'appel contre une décision d'une chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes « *est de trente jours à compter de la notification de la décision* ». Ce délai, qui ne se confond pas avec un délai d'un mois, présente le caractère d'un délai franc. Il ressort des pièces du dossier que la décision attaquée a été reçue par le Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes le 20 octobre 2023. L'appel, qui a été formé par le Conseil national le 15 novembre 2023, n'est donc pas tardif.

3. En second lieu, pour se prononcer sur la nécessité de faire appel de la décision de la chambre disciplinaire de première instance, le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes a recouru à la procédure de consultation électronique, à laquelle il a été procédé du 11 au 15 novembre 2023, le texte soumis à la consultation des membres du Conseil national faisant clairement apparaître les éléments de fait et de droit motivant l'appel. Il n'est pas contesté que les résultats de cette consultation, favorables à l'introduction d'une requête en appel, ont été entérinés par une décision collégiale prise lors de la séance des 20 et 21 décembre 2023, qui a été communiquée dans le délai de l'instruction. La chambre disciplinaire nationale a ainsi été valablement saisie par le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes par une délibération régulièrement motivée. M. Y. n'est, dès lors, pas fondé à soutenir que la requête du Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes serait irrecevable.

Sur les griefs de la plainte :

4. Aux termes de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie* » ; aux termes de l'article R. 4321-59 du même code : « *Dans les limites fixées par la loi, le masseur-kinésithérapeute est libre de ses actes qui sont ceux qu'il estime les plus appropriés en la circonstance. Sans négliger son devoir d'accompagnement moral, il limite ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins (...)* » ; aux termes de l'article R. 4321-80 : « *Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le masseur-kinésithérapeute s'engage personnellement à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données acquises de la science* » ; aux termes de l'article R. 4321-83 : « *Le masseur-kinésithérapeute, dans les limites de ses compétences, doit à la personne qu'il examine, qu'il soigne ou qu'il conseille, une information loyale, claire et appropriée sur son état, et les soins qu'il lui propose. Tout au long de la maladie, il tient compte de la personnalité du patient dans ses explications et veille à leur compréhension.* » ; aux termes de l'article R. 4321-84 : « *Le consentement de la personne examinée ou soignée est recherché dans tous les cas. Lorsque le patient, en état d'exprimer sa volonté, refuse le traitement proposé, le masseur-kinésithérapeute respecte ce refus après avoir informé le patient de ses conséquences et, avec l'accord de ce dernier, le médecin prescripteur* » ; et aux termes de l'article R. 4321-87 : « *Le masseur-kinésithérapeute ne peut conseiller et proposer au patient ou à son entourage, comme étant salutaire ou sans danger, un produit ou un procédé, illusoire ou insuffisamment éprouvé. Toute pratique de charlatanisme est interdite.* ».

Sur le caractère approprié des gestes pratiqués, sur l'information de la patiente et le recueil de son consentement :

5. Il résulte de l'instruction que M. Y. a pris en charge Mme X., de manière très régulière entre 2013 et 2018, pour lui prodiguer des soins justifiés par son état de santé résultant notamment de plusieurs traumatismes subis lors de l'agression dont elle a été victime en 2013. Au cours de la séance de masso-kinésithérapie litigieuse du 7 mai 2018, les soins effectués par M. Y. ont eu principalement pour objet de traiter la région dorsale. Il ressort de l'enregistrement réalisé par Mme X. qu'à cette occasion M. Y., qui s'est entretenu tout au long de la séance avec sa patiente, en tenant compte des indications de cette dernière concernant les endroits qui la faisaient souffrir, a exercé des pressions sur le ventre de sa patiente, sans lui expliquer précisément la finalité de son geste. Les réactions de Mme X., telles qu'elles ressortent de l'enregistrement, témoignent de manière très ponctuelle d'un questionnement et d'une réaction aux pressions ainsi exercées. Si M. Y., dans le fil d'une conversation où alternent des propos badins et des échanges portant sur les soins effectués, n'a pas précisément répondu aux questions de sa patiente sur les pressions en cause, ainsi qu'il aurait dû, Mme X. n'établit pas que ce geste n'aurait pas été nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins prodigués ni qu'il aurait été notoirement étranger à leur objet et il ne ressort pas des pièces du dossier que ce même geste relève d'une technique particulière dont Mme X. n'aurait pas été préalablement informée. Il apparaît, en revanche, que l'intéressée, qui tire argument de l'évocation d'un couteau, dans le cours de la conversation, pour se plaindre de « *menaces de mort* », a pu sur-interpréter la portée du geste effectué par M. Y. Dans ces conditions, le manquement du praticien aux obligations mentionnées aux articles R. 4321-54, R. 4321-59 doit être écarté et, dans les circonstances de l'espèce, le manquement allégué aux obligations mentionnées aux articles R. 4321-83 et R. 4321-84 précités n'est pas suffisamment caractérisé pour justifier une sanction à ce titre.

Sur la pratique de la médecine chinoise :

6. Le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes fait grief à M. Y. de pratiquer l'approche traditionnelle chinoise et d'avoir proposé à sa patiente des soins qui s'apparentent à la médecine traditionnelle, sans reposer sur des bases scientifiques sûres. Cependant, d'une part, si Mme X. indique dans un commentaire de l'enregistrement sur lequel est fondé sa plainte, qu'elle ne s'étonne pas d'un massage que M. Y. aurait réalisé sur son genou au motif que ce dernier lui aurait préalablement expliqué qu'il pratique de la « *kiné chinoise* », cette allégation n'est confirmée par aucun des propos ayant fait l'objet de l'enregistrement. D'autre part, s'il appartient au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de veiller à ce que les techniques illusives, ou qui ne sont pas fondées sur les données acquises de la science, ne soient pas mises en œuvre par les masseurs-kinésithérapeutes, en l'espèce, en se fondant sur la seule indication figurant dans les écritures de M. Y., suivant laquelle ce dernier pratique de manière secondaire et complémentaire une approche traditionnelle chinoise, sans caractériser les gestes qu'il aurait effectivement accomplis à ce titre, notamment sur Mme X., et sans identifier les soins pratiqués par l'intéressé, qui s'apparenteraient à l'une des techniques que le Conseil national a recensées dans le « *tableau des techniques illusives* » dont il assure la publication, le Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes n'établit pas les faits invoqués au soutien du moyen qu'il invoque, tiré de la méconnaissance par M. Y. des dispositions des articles R. 4321-80 et R. 4321-87 précités.

7. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la requête du Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes ne peut qu'être rejetée.

Sur les conclusions tendant à l'application du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 :

8. Aux termes du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.* ». Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge du Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, le versement de la somme que M. Y. demande sur le fondement de ces dispositions.

DECIDE

Article 1^{er} : La requête du Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes est rejetée.

Article 2 : Le surplus des conclusions de M. Y. est rejeté.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. Y., à Mme X., au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Paris, au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, au directeur de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes d'Ile-de-France et à la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Copie pour information en sera adressée à Me Cayol et Me Poisvert.

Ainsi fait et délibéré par M. CHAVANAT, Conseiller d'Etat, président suppléant, Mmes JOUSSE et Y., MM. JUPIN, KONTZ et MARESCHAL, membres assesseurs de la chambre disciplinaire nationale.

Le conseiller d'Etat,

Président suppléant de la Chambre disciplinaire nationale

Bruno CHAVANAT

Laureline GORISSE

Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.